

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/IT/1/Rev.21
21 novembre 2001

(01-5914)

Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information

ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE

Note du Secrétariat

Révision

1. Au 19 novembre 2001, l'ATI comptait 41 participants (englobant 56 membres et États ou territoires douaniers distincts ayant engagé le processus d'accession à l'OMC) qui contribuaient pour environ 93 pour cent au commerce mondial des produits des technologies de l'information.

Albanie	Indonésie	Pologne
Australie	Islande	République kirghize
Bulgarie	Israël	République slovaque
Canada	Japon	République tchèque
Chypre	Jordanie	Roumanie
Communautés européennes ²	Lettonie	Singapour
Corée	Lituanie	Slovénie
Costa Rica	Macao, Chine	Suisse ¹
Croatie	Malaisie	Territoire douanier distinct de
El Salvador	Maurice	Taiwan, Penghu, Kinmen
Estonie	Norvège	et Matsu
États-Unis	Nouvelle-Zélande	Thaïlande
Géorgie	Oman	Turquie
Hong Kong, Chine	Panama	
Inde	Philippines	

2. Si un participant était Membre de l'OMC au moment de sa participation à l'ATI, il lui a été demandé de suivre les procédures de rectification et de modification formelles des listes (Décision du 26 mars 1980 sur les procédures de modification et de rectification des listes de concessions tarifaires (IBDD, S27/26) conformément au paragraphe 2 de l'Annexe de la Déclaration ministérielle. Les 30 participants ci-après ont donc fait parvenir des documents au Secrétariat, qui les a distribués conformément aux procédures:

¹ Au nom de l'union douanière de la Suisse et du Liechtenstein.

² La liste des Communautés européennes comprend les engagements des 15 États membres.

Australie	Inde	Philippines
Bulgarie	Indonésie	Pologne ³
Canada	Islande	République slovaque ³
Chypre	Israël	République tchèque ³
Communautés européennes	Japon	Roumanie ⁴
Corée	Macao, Chine	Singapour
Costa Rica	Malaisie ³	Slovénie
El Salvador	Maurice	Suisse ⁴
États-Unis	Norvège	Thaïlande ³
Hong Kong, Chine	Nouvelle-Zélande	Turquie

Parmi les pays susmentionnés, la Bulgarie et El Salvador ont indiqué que la mise en œuvre commencerait après l'achèvement des procédures internes.⁵ Le Panama n'a pas encore communiqué sa documentation officielle.

3. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu n'est pas actuellement Membre de l'OMC et n'est donc pas censé communiquer de documentation concernant les modifications et rectifications apportées aux listes. Cependant, en vertu de la Déclaration, il doit mettre en œuvre les concessions sur une base autonome.⁶

4. L'Albanie, la Croatie, l'Estonie, la Géorgie, la Jordanie, la Lettonie, la Lituanie, l'Oman et la République kirghize ont incorporé leurs engagements dans les listes annexées à leurs protocoles d'accession et il n'a donc pas été nécessaire de suivre les procédures de modification et de rectification des listes.

5. Les lettres d'acceptation, conformément au paragraphe 10 de l'Annexe de la Déclaration, ont été reçues de tous les participants sauf sept.

6. Le Directeur général a formellement certifié la documentation communiquée par les participants suivants, parmi ceux qui sont mentionnés au paragraphe 2:

Australie; Canada; Chypre; Communautés européennes; Corée; Costa Rica; États-Unis; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Islande; Israël; Japon; Macao, Chine; Malaisie; Maurice; Norvège; Nouvelle-Zélande; Philippines; Pologne; République slovaque; République tchèque; Roumanie; Singapour; Slovénie; Suisse; Thaïlande; Turquie.

³ Première réduction des taux effectuée le 1^{er} janvier 1998.

⁴ Première réduction des taux effectuée le 31 décembre 1997.

⁵ L'Inde, Israël, les Philippines, la Pologne, la Slovénie, la Suisse et la Turquie, qui avaient également présenté une notification dans ce sens, ont ensuite fait savoir que les procédures étaient achevées.

⁶ Pour les participants qui ne sont pas Membres de l'OMC, la Déclaration dispose ce qui suit: "Chaque participant non Membre de l'OMC mettra en œuvre ces mesures sur une base autonome en attendant d'avoir achevé son processus d'accession à l'OMC et les incorporera dans sa liste concernant l'accès aux marchés pour les marchandises établie dans le cadre de l'OMC."